

21. The increased recourse to private credit sources has meant that the debt service ratios of the developing countries have risen somewhat more rapidly than the total debt itself in the last few years, for private loans generally have shorter maturity periods and bear higher interest than those extended by official creditors (i.e.: governments and multilateral agencies). Nevertheless, the limited evidence available to the Subcommittee indicated that the debt service ratios of the developing countries as a whole have not greatly exceeded the levels common in the Sixties. Counter balancing the increase in debt and debt service, to some extent, the export earnings of the developing countries across the board grew at an average annual rate of 21 per cent from 1967 to 1976, slightly higher than the rate of growth of the debt itself.

22. No single factor can be cited to explain the increases in the indebtedness of the developing countries. If there are any constants, they are the need for more resources than can be generated by trade and direct investment, and the inability of official aid to fill that void. The successful recourse of some developing countries to private creditors during the last few years indicates among other things that they were being seen as increasingly creditworthy by the private financial institutions. A combination of factors led to radical increases in private borrowing, starting in 1972. Most important were the food crisis of 1972 followed by the combination of inflation and recession which first emerged in the industrialized countries and then spread throughout the world. As a result, the costs of the developing countries' imports, most of which were badly needed, rose steeply, while the decline in economic growth in the West and a drop in many commodity prices severely hurt their export earnings. The dramatic increases in the price of oil accelerated world inflation and had a severe direct impact on those developing countries which are dependent on imported oil. Faced with these international developments—which some judged to be short term in their impact—some of the middle and upper-income developing countries decided to borrow heavily on private markets in order to finance increasingly large current account deficits. At about the same time, the reduced levels in the growth of economic activity in the industrialized countries made the developing countries relatively more attractive as borrowers in the eyes of private financial institutions.

23. Despite the rapid rise in their debt service obligations, remarkably few countries have had to seek multilateral debt rescheduling in recent years. Between 1966 and 1972, 17 per cent of total repayments due on the developing countries' debts

subventions et sur des prêts gouvernementaux bilatéraux comportant un élément de libéralité sur des prêts multilatéraux.

21. Le fait que les sources privées de crédits aient été plus sollicitées explique pourquoi le coefficient du service de la dette des pays en voie de développement a augmenté plus rapidement que ne l'a fait la dette totale elle-même, au cours des dernières années, car les prêts comportent généralement des échéances plus courtes et portent un intérêt plus élevé que les prêts consentis par les créiteurs officiels (i.e. les gouvernements et les agences multilatérales). Néanmoins, les renseignements limités dont dispose le Sous-comité révèlent que dans l'ensemble le coefficient du service de la dette des pays en voie de développement n'accuse qu'une légère augmentation comparativement aux niveaux relevés au cours des années 60. Compensant jusqu'à un certain point l'augmentation de la dette et du service de la dette, les recettes d'exportation des pays en voie de développement ont augmenté à un taux moyen annuel de 21 pour cent de 1967 à 1976, soit à un rythme de croissance surpassant légèrement celui de la dette elle-même.

22. L'augmentation de la dette des pays en voie de développement n'est pas liée à un facteur unique. Au nombre des constantes, notons cependant le besoin de ressources plus considérables que celles qu'apportent le commerce et les investissements directs, d'une part, et l'incapacité de l'aide officielle à combler cette lacune, d'autre part. Le fait que certains pays en voie de développement aient réussi au cours des dernières années à obtenir des crédits de la part des institutions privées révèle notamment que les institutions financières privées reconnaissent désormais la solvabilité de plus en plus établie de ces pays. Un ensemble de facteurs ont entraîné une augmentation importante des emprunts privés à partir de 1972. Parmi les plus importants, notons la crise alimentaire en 1972 suivie d'une vague d'inflation ainsi qu'une récession économique dont les conséquences se sont d'abord manifestées dans les pays industrialisés pour s'étendre ensuite dans le monde entier. Conséquemment, le coût des importations des pays en voie de développement, importations qui étaient dans la plupart des cas indispensables, a augmenté brusquement alors que le déclin de la croissance économique des pays occidentaux et la chute du prix d'un grand nombre de produits de base ont gagement érodé les revenus tirés de leurs exportations. La hausse soudaine et prodigieuse des produits pétroliers a accéléré l'inflation mondiale et s'est répercutée directement sur les pays en voie de développement qui doivent importer leur pétrole. Devant cette nouvelle conjoncture internationale dont les conséquences ne pouvaient être selon certains que de courte durée, plusieurs pays en voie de développement à revenus moyens ou élevés décidèrent de contracter de lourds emprunts sur les marchés privés de capitaux afin de financer des déficits qui ne cessaient de s'accroître au compte courant de leur balance des payments. A ce même moment, la réduction de la croissance de l'activité économique dans les pays industrialisés fit en sorte que les pays en voie de développement devenaient des emprunteurs plus attrayants auprès des institutions financières privées.

23. Malgré l'accroissement rapide du service de leur dette bien peu de pays en voie de développement ont demandé la révision du calendrier d'amortissement de leur dette multilatérale au cours des dernières années. Entre 1966 et 1972, 17